

**Art. 5.** De Minister beslist na eensluitend advies van de Commissie bedoeld in artikel 4, over de erkenningsaanvraag die hem wordt voorgelegd en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

**Art. 6.** De erkenning wordt verleend voor een duur van drie jaar. Hij geldt evenwel slechts één jaar als betrokkene sinds minder dan twee jaar als hoofdbedrijvigheid de adviesverlening, het beheer of de implementering van e-businessprojecten heeft.

De beheerder kan de titel « erkend beheerder van e-businessprojecten » voeren.

De erkenning is hernieuwbaar op verzoek van de erkende beheerder.

**Art. 7.** De beheerder is meer bepaald verplicht om :

1° in te stemmen met de door het Bestuur vastgestelde gedragsregels;

2° het bestek na te leven dat door de onderneming wordt ingevuld, op grond van het door het Bestuur vastgestelde typebestek;

3° het erkenningsattest dat door het Bestuur is vastgesteld, te ondertekenen en na te leven in het kader van zijn prestaties als beheerder;

4° het door het Bestuur vastgestelde en bewaarde referentiedocument in te vullen;

5° erover waken dat de door hem aan het Bestuur overgemaakte inlichtingen waarchtig zijn;

6° de ontwikkeling op het vlak van de technologieën en van de e-businessmarkt te volgen en regelmatig zijn kennis bij te werken.

**Art. 8.** De Minister trekt de erkenning in bij miskennis of niet-naleving van één van de vereisten voorgeschreven bij dit besluit.

Betrokkene kan voorafgaandelijk zijn verdedigingsmiddelen laten gelden.

Hij wordt er bij aangetekend schrijven over ingelicht, waarbij hij in gebreke wordt gesteld om de Minister binnen de 45 werkdagen elke nuttige inlichting over te maken.

De intrekking van de erkenning houdt het verbod in om de titel « erkend beheerder van e-businessprojecten » te voeren.

**Art. 9.** De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA



F. 2002 — 3827

[C — 2002/28024]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 septembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.976/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a la recherche et les technologies nouvelles dans ses attributions;

3° l'Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

4° l'entreprise : l'entité économique telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret;

5° la prime : l'aide octroyée en vertu du décret pour la création d'un site e-business;

6° l'application informatique : la mise en œuvre d'un procédé informatique;

7° le site e-business : l'espace virtuel qui se trouve sur le réseau Internet contenant et qui contient diverses sortes d'informations ou d'applications informatiques et qui permet à une entreprise d'accélérer et d'automatiser :

a) la vente de produits ou des services destinés aux consommateurs, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce, (référence à la loi de 1991) l'information et la protection du consommateur;

b) la vente de produits ou des services destinés à toute autre entité économique;

c) le partage avec d'autres entités économiques d'informations ou d'applications informatiques, par le biais de techniques sécurisées, en vue de faciliter ou d'accroître les activités de ces entités;

8° l'adresse IP : les coordonnées électroniques, présentées d'un site sur le réseau Internet, présentées sous la forme d'une série de chiffres;

9° l'identifiant : l'ensemble de lettres ou chiffres, sorte de code secret propre à chaque utilisateur lui donnant accès à certaines parties d'un site e-business.

**Art. 2.** En vue de bénéficier de la prime, l'entreprise introduit une demande auprès de l'Administration.

La demande est effectuée par courrier selon le modèle établi par le Ministre. Elle contient :

1° une copie des statuts de l'entreprise;

2° un dossier exposant :

a) le contenu et les caractéristiques du site e-business en projet, dans le respect des conditions déterminées aux articles 7, 8 et 9;

b) la manière dont l'entreprise envisage la gestion technique du site e-business et l'adaptation de son fonctionnement à la mise en ligne du site;

c) les objectifs poursuivis par la création du site e-business;

d) les éventuels moyens de promotion du site e-business;

3° l'évaluation du coût pour la réalisation du projet de site d'e-business déposé;

4° une liste des aides *de minimis* accordées à l'entreprise dans la période de trois ans précédant le dépôt de la demande, ou susceptibles d'être accordées à la date de la décision d'octroi de la prime;

5° à défaut de la liste visée au 4°, une déclaration de l'entreprise certifiant qu'elle n'a pas bénéficié d'aides *de minimis* et ce, durant la période de trois ans précédant le dépôt de demande, et qu'elle n'est pas susceptible d'en bénéficier à la date de la décision d'octroi de la prime;

6° les pièces attestant que l'entreprise répond aux critères visés par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret;

7° les documents apportant la preuve que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'introduction de la demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les cinq jours ouvrables et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent à l'Administration chargé de l'instruction du projet.

§ 2. L'Administration procède, pour tout projet reçu, à une évaluation portant sur la faisabilité du projet, la viabilité du projet, le caractère raisonnable des moyens prévus par l'entreprise pour la réalisation du projet et la réunion des conditions d'octroi.

L'Administration se fait assister par un expert externe appartenant au secteur concerné. L'expert est choisi sur une liste d'experts établie et mise à jour par le Ministre.

§ 3. Lorsque l'Administration ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, elle demande à l'entreprise des éléments complémentaires, dans les quinze jours ouvrables de la réception du projet. Si l'entreprise ne donne pas suite à cette demande dans les trente jours ouvrables de sa réception, elle est censée avoir retiré son projet; l'entreprise peut cependant aviser l'Administration qu'elle prolonge ce délai, pour une période qu'elle détermine.

§ 4. Dans un délai de soixante jours ouvrables à partir de la réception du projet ou à partir de la réception des éléments visés au § 3, l'Administration informe l'entreprise de la proposition motivée qu'elle a l'intention d'adresser au Ministre : octroi d'une prime, avec indication de son montant, ou refus.

Dans les quinze jours ouvrables de la réception de cette information, l'entreprise peut adresser à l'Administration un exposé des raisons pour lesquelles elle estime ne pouvoir marquer son accord sur la décision proposée. L'Administration transmet cet exposé au Ministre, en même temps que ces conclusions.

§ 5. En cas de décision favorable du Ministre, un arrêté détermine notamment l'objet, le montant et le bénéficiaire de la prime. Une convention est alors établie avec l'entreprise, définissant les conditions et modalités de cette intervention.

La décision favorable du Ministre visée à l'alinéa précédent permet à l'entreprise d'introduire une demande, afin de consolider son projet d'intégration de l'e-business, par un recrutement dans le cadre organisé par le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand. L'avis du Ministre sur cette demande est alors considéré comme favorable au sens de l'article 32 alinéa 3 du décret ci-dessus.

§ 6. La convention visée au § précédent mentionne l'obligation pour l'entreprise d'informer l'Administration de toute nouvelle aide de *de minimis* sollicitée par l'entreprise ou octroyée par toute autorité publique, pendant une période de trois ans à compter de la décision d'octroi de la prime.

Si, au cours de cette période de trois ans, le montant cumulé des aides de *de minimis* risque de dépasser 100.000 euros, l'Administration en informe l'entreprise ainsi que l'autorité publique compétente pour l'octroi de la nouvelle aide de *de minimis*.

**Art. 4.** Le montant des dépenses éligibles doit atteindre un minimum de 5.000 euros.

Le montant de la prime ne peut être inférieur à 2.500 euros, ni supérieur à 15.000 euros.

**Art. 5.** La liquidation de la prime est subordonnée à la vérification, par l'Administration, de l'adéquation du site e-business avec le projet pour lequel la prime a été accordée. Cette vérification qui porte sur l'existence du site, sur la présence des conditions minimales visées aux articles 7, 8 et 9 du présent arrêté et sur la conformité des factures aux dépenses admises intervient dans les trente jours de la transmission des éléments visés à l'alinéa 2.

La prime est liquidée à l'entreprise après que celle-ci a fourni les documents suivants à l'Administration :

- 1° les preuves des dépenses réalisées par l'entreprise pour la création du site e-business;
- 2° l'adresse IP du site e-business;
- 3° le cas échéant, un accès au site e-business.

**Art. 6.** La prime n'est accordée que pour des projets de site d'e-business non encore réalisés.

Si l'entreprise possède déjà un site d'e-business, ou si l'entreprise a déjà reçu une prime « cartes de visites d'entreprises » de l'Agence wallonne à l'Exportation pour une réalisation sur support multimedia (Internet) ou une prime en vertu des arrêtés du Gouvernement wallon des 15 octobre 1998, 20 juillet 2000 et 15 février 2001 octroyant une prime aux entreprises qui créent ou développent une plate-forme de commerce électronique, le projet introduit pour l'octroi de la prime devra apporter au site une modification et une plus-value jugées notables par le Ministre.

**Art. 7.** Si le site e-business permet la vente en ligne aux consommateurs, il doit respecter l'ensemble du droit positif belge et contenir :

- 1° une présentation de l'entreprise et ses conditions générales de vente;
- 2° la liste des produits et services mis en vente sur le site avec leurs tarifs;
- 3° la possibilité de communiquer avec l'entreprise par le biais du courrier électronique, et ainsi qu'un formulaire électronique de commande avec accusé de réception;
- 4° une description précise du système de paiement ainsi que du mode et des délais de livraison;
- 5° une mention indiquant que le site respecte la législation en matière de protection des données à caractère personnel ainsi qu'en matière d'information et de protection du consommateur;
- 6° L'indication de la juridiction compétente en cas de litige;
- 7° un mode de facturation en ligne;
- 8° un mode de paiement électronique sécurisé dont le choix est laissé à l'entreprise;
- 9° au moins deux versions linguistiques différentes.

**Art. 8.** Si le site e-business en projet permet la vente en ligne à d'autres entités économiques, il doit respecter l'ensemble du droit positif belge et comprendre :

- 1° une présentation de l'entreprise et ses conditions générales de vente;
- 2° la liste des produits et services mis en vente sur le site à l'entité cliente connectée, avec leurs tarifs établis en fonction de cette entreprise;
- 3° la possibilité de communiquer avec l'entreprise par le biais du courrier électronique, et ainsi qu'un formulaire électronique de commande accessible par l'entité cliente via un identifiant et un mot de passe propres, et un système permettant de gérer les identifiants;
- 4° une description précise des systèmes de paiement et de livraison;
- 5° l'indication de la juridiction compétente en cas de litige;
- 6° un mode de facturation en ligne;
- 7° un mode de paiement électronique sécurisé dont le choix est laissé à l'entreprise;
- 8° au moins deux versions linguistiques différentes.

**Art. 9.** Si le site e-business en projet permet la communication ou le partage d'informations ou d'applications informatiques avec d'autres entités économiques, en vue de faciliter et/ou d'accroître leurs activités économiques il devra respecter l'ensemble du droit positif belge et comprendre :

- 1° une présentation de l'entreprise et ses conditions générales de vente;
- 2° une énumération exhaustive du type d'informations et/ou d'applications informatiques qui peuvent être communiquées ou partagées par les entités économiques ayant accès au site, et qui sont appelées à représenter une part significative du chiffre d'affaires de l'entreprise;
- 3° les mesures destinées à assurer l'intégrité des informations faisant l'objet de la communication et des applications informations partagées, tant lors de leur stockage que lors de leur communication;
- 4° la juridiction compétente en cas de litige.

**Art. 10.** La prime peut couvrir les frais d'hébergement du site, pour une durée maximale d'un an, à l'exclusion des coûts liés à l'usage de la technique de communication utilisée.

**Art. 11.** S'agissant de l'engagement, de l'approbation et de l'ordonnancement des dépenses relatives à la prime, délégation est accordée au directeur général de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie du Ministère de la Région wallonne. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la délégation dont il est investi est accordée pendant le temps de l'absence et de l'empêchement, à l'inspecteur général ou au directeur de la Direction concernée.

**Art. 12.** Le décret entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

**Art. 13.** Le Ministre de la Recherche et des Technologies Nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

#### ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3827

[C - 2002/28024]

#### **19. SEPTEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe;

Aufgrund des am 12. September 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. September 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 21. August 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 33.976/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung und die neuen Technologien gehören;

3° die Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° der Betrieb: die wirtschaftliche Einheit gemäß der in Art. 1, § 1 des Dekrets gegebenen Definition;

5° die Prämie: die für die Einrichtung einer E-Business-Webseite gewährte Beihilfe;

6° die EDV-Anwendung: die Einsetzung eines EDV-Verfahrens;

7° die E-Business-Webseite: der virtuelle Raum, der sich im Internet-Netz befindet, der Informationen oder EDV-Anwendungen enthält, und der es einem Betrieb möglich macht:

a) den Verkauf von für den Verbraucher bestimmten Waren oder Dienstleistungen gemäß Artikel 1 des Gesetzes vom 14. Juli 1991 über die Handelspraktiken sowie die Aufklärung und den Schutz der Verbraucher;

b) den Verkauf von Waren oder Dienstleistungen, die für jede andere wirtschaftliche Einheit bestimmt sind;

c) den Austausch von Informationen oder EDV-Anwendungen mit anderen wirtschaftlichen Einheiten mittels abgesicherter Techniken im Hinblick auf die Vereinfachung oder die Erweiterung der Tätigkeiten dieser Einheiten,

zu beschleunigen und zu automatisieren;

8° die IP-Adresse: die elektronische Anschrift einer Webseite im Internet-Netz, die als eine Serie von Zahlen dargestellt wird;

9° die Benutzeridentifikation: Gefüge von Buchstaben oder Zahlen, Art Geheimcode, der jedem Benutzer eigen ist und ihm Zugang zu bestimmten Teilen einer E-Business-Webseite verschafft.

**Art. 2** - Um in den Genuss der Prämie zu kommen, reicht der Betrieb eine Anfrage bei der Verwaltung ein.

Der Antrag wird brieflich gemäß dem von dem Minister festgesetzten Muster eingereicht.

Er enthält:

1° eine Abschrift der Satzungen des Betriebs;

2° eine Akte, in der die folgenden Punkte dargestellt werden:

a) der Inhalt und die Eigenschaften der geplanten E-Business-Webseite, unter Einhaltung der in den Artikeln 7, 8 und 9 bestimmten Bedingungen;

b) eine Beschreibung der Pläne des Betriebs bezüglich der technischen Verwaltung der E-Business-Webseite und der Anpassung seiner Arbeitsweise an deren Online-Schaltung;

c) die bei der Einrichtung der E-Business-Webseite verfolgten Ziele;

d) die etwaigen Mittel zur Förderung der E-Business-Webseite;

3° die Einschätzung der Kosten für die Durchführung des eingereichten Projekts zur Einrichtung einer E-Business-Webseite;

4° eine Liste der «De-minimis»-Beihilfen, die dem Betrieb während des Zeitraums von drei Jahren vor dem Einreichen des Antrags gewährt worden sind, oder die am Tag der Entscheidung zur Gewährung der Prämie gewährt werden könnten;

5° in Ermangelung der unter 4° erwähnten Liste, eine Erklärung des Betriebs, in der bescheinigt wird, dass er keine «De-minimis»-Beihilfen erhalten hat, dies während des Zeitraums von drei Jahren vor der Einreichung des Antrags, und dass er bis zum Tag der Entscheidung zur Gewährung der Prämie keine solche Beihilfe erhalten sollte;

6° die Unterlagen, die bescheinigen, dass der Betrieb den in Artikel 1, § 1 des Dekrets erwähnten Kriterien genügt;

7° die Unterlagen, durch welche bewiesen wird, dass der Betrieb den Gesetzgebungen und Vorschriften in Sachen Steuern, Sozialwesen und Umwelt genügt;

**Art. 3** - § 1. Die Einreichung des Antrags ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Initiator innerhalb von fünf Werktagen zugeschickt wird, und in der das Empfangsdatum und der Name des mit der Untersuchung des Projekts beauftragten Bediensteten der Verwaltung angegeben werden.

§ 2. Für jedes empfangene Projekt nimmt die Verwaltung eine Bewertung vor, die die Machbarkeit des Projekts, die Dauerhaftigkeit des Projekts, den vernünftigen Charakter der durch den Betrieb für die Verwirklichung des Projekts vorgesehenen Mittel und die Erfüllung der Gewährungsbedingungen betrifft.

Die Verwaltung fordert die Mitwirkung von einem externen Sachverständigen aus dem betroffenen Sektor an. Der Sachverständige wird aus einer von dem Minister erstellten und aktualisierten Liste ausgewählt.

§ 3. Wenn die Verwaltung nicht über alle zur Bewertung des Projekts notwendigen Elemente verfügt, ersucht sie den Betrieb um zusätzliche Elemente innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Empfang des Projekts. Beantwortet der Betrieb diese Anfrage innerhalb von dreißig Werktagen nach deren Empfang nicht, gilt dies als Rückzug seines Projekts; der Betrieb kann aber die Verwaltung informieren, dass er diese Frist um einen durch ihn festgesetzten Zeitraum verlängert.

§ 4. Innerhalb einer Frist von sechzig Werktagen ab Empfang des Projekts oder ab Empfang der unter § 3 erwähnten Elemente informiert die Verwaltung den Betrieb über den begründeten Vorschlag, den sie dem Minister zustellen will: Gewährung einer Prämie, mit Angabe ihres Betrags, oder Ablehnung.

Innerhalb von fünfzehn Werktagen ab Empfang dieser Information kann der Betrieb der Verwaltung eine Darstellung der Gründe, warum er mit der vorgeschlagenen Entscheidung nicht einverstanden sein kann, zukommen lassen. Die Verwaltung übermittelt das Schreiben zusammen mit ihren Schlussfolgerungen dem Minister.

§ 5. Falls der Minister eine günstige Entscheidung fällt, bestimmt ein Erlass u.a. den Gegenstand, den Betrag und den Bezugsberechtigten der Prämie. Eine Vereinbarung wird dann mit dem Betrieb ausgefertigt, in der die Bedingungen und Modalitäten dieser Beihilfe festgelegt werden.

Die im vorherigen Absatz erwähnte günstige Entscheidung des Ministers erlaubt es dem Betrieb, einen Antrag einzureichen, um sein Projekt zur Integration des E-Business zu sichern, dies durch eine Anwerbung im durch das Dekret vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Anstellung von nichtbeschäftigten Arbeitssuchenden durch die lokalen, regionalen und gemeinschaftlichen Behörden, durch bestimmte Arbeitgeber des Non-Profit-Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors organisierten Rahmen. Das Gutachten des Ministers bezüglich dieses Antrags wird dann im Sinne des Artikels 32 Absatz 3 des oben erwähnten Dekrets als günstig betrachtet.

§ 6. Die im vorherigen § angegebene Vereinbarung erwähnt die für den Betrieb bestehende Verpflichtung, die Verwaltung über jegliche neue «De-minimis»-Beihilfe zu informieren, die durch den Betrieb angefordert oder durch jegliche öffentliche Behörde gewährt worden ist, dies während eines Zeitraums von drei Jahren ab der Entscheidung zur Gewährung der Prämie.

Wenn der kumulierte Betrag der «De-minimis»-Beihilfen während dieses dreijährigen Zeitraums 100.000 Euro zu übersteigen droht, informiert die Verwaltung den Betrieb und die öffentliche Behörde, die für die Gewährung der neuen «De-minimis»-Beihilfe zuständig ist, davon.

**Art. 4** - Der Betrag der zugelassenen Ausgaben muss mindestens 5.000 Euro erreichen.

Der Betrag der Prämie kann weder kleiner als 2.500 Euro noch größer als 15.000 Euro sein.



**Art. 5** - Die Auszahlung der Prämie unterliegt der Überprüfung durch die Verwaltung der Übereinstimmung der E-Business-Webseite mit dem Projekt, für welches die Prämie gewährt worden ist. Diese Überprüfung, die das Bestehen der Webseite, die Erfüllung der in den Artikeln 7, 8 und 9 des vorliegenden Erlasses erwähnten Mindestbedingungen und die Übereinstimmung der Rechnungen mit den zugelassenen Ausgaben betrifft, wird innerhalb von dreißig Tagen ab der Übermittlung der in Absatz 2 erwähnten Elemente vorgenommen.

Die Prämie wird dem Betrieb ausgezahlt, nachdem er der Verwaltung:

- 1° die Beweise bezüglich der durch den Betrieb für die Einrichtung der E-Business-Webseite getätigten Ausgaben,
- 2° die IP-Adresse der E-Business-Webseite,
- 3° gegebenenfalls, einen Zugang zur E-Business-Webseite, übermittelt bzw. verschaffen hat.

**Art. 6** - Die Prämie wird nur für noch nicht verwirklichte Projekte einer E-Business-Webseite gewährt. Wenn der Betrieb bereits über eine E-Business-Webseite verfügt, oder wenn der Betrieb schon eine «Betriebsvisitenkarte»-Prämie von der Wallonischen Exportagentur für eine Realisierung auf einem Multimediaträger (Internet) oder eine Prämie aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998, vom 20. Juli 2000 und vom 15. Februar 2001 zur Gewährung einer Prämie an die Betriebe, die eine elektronische Handelsplattform schaffen oder entwickeln, erhalten hat, wird das für die Gewährung der Prämie eingereichte Projekt eine Änderung der Webseite und einen Mehrwert, die der Minister als beachtlich betrachtet, umfassen bzw. erbringen müssen.

**Art. 7** - Wenn die E-Business-Webseite den Online-Verkauf an die Verbraucher möglich macht, muss sie der Gesamtheit des belgischen positiven Rechts genügen und die folgenden Elemente enthalten:

- 1° eine Darstellung des Betriebs und seine allgemeinen Verkaufsbedingungen;
- 2° die Liste der Produkte und Dienstleistungen, die auf der Webseite zum Verkauf angeboten werden, und deren Preise;
- 3° die Möglichkeit, mit dem Betrieb per E-Mail zu kommunizieren, sowie ein elektronisches Bestellformular mit Empfangsbestätigung;
- 4° eine genaue Beschreibung des Zahlungssystems sowie des Liefersystems und der Lieferfristen;
- 5° ein Vermerk, dass die Webseite der Gesetzgebung bezüglich des Schutzes der Daten mit persönlichem Charakter sowie bezüglich der Information und des Schutzes des Verbrauchers genügt;
- 6° die Angabe der bei Streitfall zuständigen Gerichtsbarkeit;
- 7° ein Online-Berechnungsmittel;
- 8° ein abgesichertes elektronisches Zahlungsmittel, das der Betrieb beliebig wählen kann;
- 9° mindestens zwei verschiedene sprachliche Fassungen der Webseite.

**Art. 8** - Wenn die geplante E-Business-Webseite den Online-Verkauf an andere wirtschaftliche Einheit möglich macht, muss sie der Gesamtheit des belgischen positiven Rechts genügen und die folgenden Elemente enthalten:

- 1° eine Darstellung des Betriebs und seine allgemeinen Verkaufsbedingungen;
- 2° die Liste der Produkte und Dienstleistungen, die auf der Webseite der angeschlossenen Klientel zum Verkauf angeboten werden, und der Preise, die für den jeweiligen Betrieb festgesetzt worden sind;
- 3° die Möglichkeit, mit dem Betrieb per E-Mail zu kommunizieren, sowie ein elektronisches Bestellformular, das der Klientel mittels einer eigenen Benutzeridentifikation und eines eigenen Kennworts zugänglich gemacht wird, und ein System zur Verwaltung der Benutzeridentifikationen;
- 4° eine genaue Beschreibung des Zahlungssystems sowie des Liefersystems und der Lieferfristen;
- 5° die Angabe der im Streitfall zuständigen Gerichtsbarkeit;
- 6° ein Online-Berechnungsmittel;
- 8° ein abgesichertes elektronisches Zahlungsmittel, das der Betrieb beliebig wählen kann;
- 9° mindestens zwei verschiedene sprachliche Fassungen der Webseite.

**Art. 9** - Wenn die geplante E-Business-Webseite die Übermittlung oder den Austausch von Informationen oder EDV-Anwendungen mit anderen wirtschaftlichen Einheiten im Hinblick auf die Vereinfachung und/oder die Erweiterung ihrer wirtschaftlichen Tätigkeiten möglich macht, muss sie die Gesamtheit des belgischen positiven Rechts genügen und die folgenden Elemente enthalten:

- 1° eine Darstellung des Betriebs und seine allgemeinen Verkaufsbedingungen;
- 2° eine ausführliche Auflistung der Arten von Informationen oder EDV-Anwendungen, die durch die wirtschaftlichen Einheiten, die Zugang zu der Webseite haben, übermittelt oder ausgetauscht werden können, und die einen bedeutsamen Anteil des Umsatzes des Betriebs darstellen können;
- 3° die Maßnahmen im Hinblick auf die Sicherung der Unversehrtheit der Informationen, die Gegenstand der Übermittlung und der ausgetauschten EDV-Anwendungen sind, sowohl bei ihrer Speicherung als auch bei ihrer Übermittlung;
- 4° die im Streitfall zuständige Gerichtsbarkeit.

**Art. 10** - Die Prämie kann die Kosten zum Unterbringen der Webseite für eine Höchstdauer von einem Jahr decken, mit Ausnahme der direkt mit der Benutzung der gebrauchten Kommunikationstechnik verbundenen Kosten.

**Art. 11** - Was die Verpflichtungsanweisung, die Billigung und die Auszahlungsanweisung der mit der Prämie verbundenen Ausgaben betrifft, wird dem Generaldirektor der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region eine Vollmacht erteilt. Ist dieser abwesend oder verhindert, wird die ihm erteilte Vollmacht, solange er abwesend oder verhindert ist, dem Generalinspektor oder dem Direktor der betroffenen Direktion übertragen.

**Art. 12** - Das Dekret tritt am Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13** - Der Minister der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 19. September 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

VERTALING

N. 2002 — 3827

[C — 2002/28024]

**19 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 september 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 33.976/2 van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1<sup>o</sup> het decreet : het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

2<sup>o</sup> de Minister : de Minister bevoegd voor Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

3<sup>o</sup> het Bestuur : het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4<sup>o</sup> de onderneming : de bedrijfseenheid zoals omschreven in artikel 1, § 1, van het decreet;

5<sup>o</sup> de premie : de tegemoetkoming die wordt toegekend voor de opening van een website voor e-business;

6<sup>o</sup> de informaticatoepassing : de implementering van een methode voor elektronische informatieverwerking;

7<sup>o</sup> website voor e-business : de virtuele ruimte op het internet waarop verschillende soorten informatie of informaticatoepassingen aanwezig zijn en waarmee een onderneming sneller en op geautomatiseerde wijze :

a) producten kan verkopen of diensten kan verlenen aan een consument in de zin van artikel 1 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument;

b) producten kan verkopen of diensten kan verlenen aan elke andere bedrijfseenheid;

c) met andere bedrijfseenheden inlichtingen of informaticatoepassingen kan delen door middel van beveiligde technieken, met het oog op de vergemakkelijking of de verhoging van hun bedrijfsactiviteit;

8<sup>o</sup> IP-adres : de elektronische gegevens van een website op het internet, voorgesteld in vorm van een reeks cijfers;

9<sup>o</sup> gebruikersidentificatie : geheel van letters of cijfers, soort geheime code eigen aan elke gebruiker waarmee laatstgenoemde toegang krijgt tot bepaalde delen van een website voor e-business.

**Art. 2.** Om voor de premie in aanmerking te komen, dient de onderneming een aanvraag in bij het Bestuur.

De aanvraag wordt ingediend volgens een model dat door de Minister is vastgesteld.

Bij de aanvraag worden gevoegd :

1° een afschrift van de statuten van de onderneming;

2° een dossier met een uiteenzetting over :

a) de inhoud en de kenmerken van de website voor e-business in diens projectfase, met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 7, 8 en 9;

b) de wijze waarop de onderneming het technisch beheer van de website voor e-business opvat, en de aanpassing van diens werking aan de on line-plaatsing van de website;

c) de doelstellingen van de opening van een website voor e-business;

d) de eventuele middelen voor de bevordering van de website voor e-business;

3° de evaluatie van de kostprijs voor de verwezenlijking van het gedeponeerde project voor de website voor e-business;

4° een lijst met de *de minimis*-steun die aan de onderneming is toegekend in de periode van drie jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag, of die nog toegekend zouden kunnen worden op de datum waarop tot de toekenning van de premie beslist wordt;

5° bij ontstentenis van de lijst bedoeld onder 4°, een verklaring waarmee de onderneming stelt dat hij geen *de minimis*-steun heeft gekregen tijdens de periode van drie jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag en dat hij er niet voor in aanmerking zou kunnen komen op de datum waarop tot de toekenning van de premie beslist wordt;

6° de stukken aan de hand waarvan bewezen wordt dat de onderneming beantwoordt aan de criteria bedoeld in artikel 1, § 1, van het decreet;

7° de documenten aan de hand waarvan bewezen wordt dat de onderneming de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving naleeft.

**Art. 3. § 1.** Voor elke aanvraag die wordt ingediend wordt er een ontvangstbericht aan de promotor gericht binnen de vijf werkdagen, waarbij melding wordt gemaakt van de ontvangstdatum alsmede van de naam van het personeelslid van het Bestuur dat het project behandelt.

§ 2. Het Bestuur onderzoekt de haalbaarheid en de leefbaarheid van elk ontvangen project, evalueert of de middelen die de onderneming voor de verwezenlijking ervan vrijmaakt, redelijk zijn en controleert of de voorwaarden voor de toekenning verenigd zijn.

Het Bestuur wordt bijgestaan door een externe deskundige die deeluitmaakt van de betrokken sector. De deskundige wordt gekozen op een lijst deskundigen die door de Minister wordt vastgesteld en bijgehouden.

§ 3. Indien het Bestuur niet over alle bestanddelen beschikt die noodzakelijk zijn voor de evaluatie van het project, worden aan de onderneming aanvullende bestanddelen gevraagd, binnen de vijftien werkdagen na ontvangst van het project. Als de onderneming geen gevolg geeft aan bedoeld verzoek binnen de dertig dagen na ontvangst ervan, wordt hij geacht zijn project te hebben ingetrokken; de onderneming kan evenwel het Bestuur erover inlichten dat hij bedoelde termijn verlengt met een periode die hij bepaalt.

§ 4. Binnen een termijn van zestig werkdagen vanaf de ontvangst van het project of vanaf de ontvangst van de bestanddelen bedoeld in § 3, deelt het Bestuur de onderneming in het met redenen omklede voorstel mee dat het voornemens is aan de Minister te richten, namelijk toekenning van de premie met vermelding van het bedrag ervan, dan wel weigering.

Binnen de vijftien werkdagen na ontvangst van bedoelde mededeling kan de onderneming een uiteenzetting van de redenen waarom hij acht dat hij niet met de voorgestelde beslissing kan instemmen, aan het Bestuur richten. Het Bestuur maakt bedoelde uiteenzetting over aan de Minister, gelijk met zijn conclusies.

§ 5. Indien de beslissing van de Minister gunstig is, worden het voorwerp, het bedrag en de begunstigde van de premie in een besluit vastgelegd. Daarna wordt er een overeenkomst afgesloten met de onderneming, waarbij de voorwaarden en de modaliteiten van bedoelde tussenkomst worden omschreven.

Door de gunstige beslissing van de Minister bedoeld in vorig lid kan de onderneming een verzoek indienen om zijn project tot integratie van het elektronisch zakendoen te consolideren via een wervingsprocedure die plaatsvindt in het kader van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector. Het advies van de Minister over bedoelde aanvraag wordt daarna als gunstig beschouwd in de zin van artikel 32, derde lid, van bovenvermeld decreet.

§ 6. In de overeenkomst bedoeld in vorige paragraaf wordt vermeld dat de onderneming verplicht is om het Bestuur in te lichten over elke nieuwe *de minimis*-steun die hij aanvraagt of toegekend krijgt van ongeacht welke overheid, tijdens een periode van drie jaar te rekenen van de beslissing tot toekenning van de premie.

Als de *de minimis*-steunbedragen, samen opgeteld, tijdens bedoelde periode van drie jaar de grens van 100.000 euro dreigen te overschrijden, wordt de onderneming, alsmede de overheid bevoegd voor de nieuwe *de minimis*-steun daarover door het Bestuur ingelicht.

**Art. 4.** Het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven bedraagt minstens 5.000 euro.

Het bedrag van de premie mag noch minder dan 2.500 euro noch meer dan 15.000 euro bedragen.



**Art. 5.** De uitbetaling van de premie wordt onderhevig gemaakt aan de controle door het Bestuur op de afstemming van de website voor e-business op het project waarvoor de premie toegekend is. Bij bedoelde controle wordt nagekeken of de website wel degelijk bestaat, of de minimumvoorwaarden bedoeld in de artikelen 7, 8 en 9 van dit besluit aanwezig zijn en of de facturen overeenstemmen met de toegelaten uitgaven; bedoelde controle wordt verricht binnen de dertig dagen na overmaking van de bestanddelen bedoeld in het tweede lid.

De premie wordt aan de onderneming uitbetaald nadat hij het Bestuur volgende gegevens heeft overgemaakt :

- 1° de bewijzen voor de uitgaven die de onderneming verricht heeft voor de opening van zijn website voor e-business;
- 2° het IP-adres van de website voor e-business;
- 3° in voorkomend geval, een toegang tot de website voor e-business.

**Art. 6.** De premie wordt enkel toegekend voor projecten met betrekking tot websites voor e-business die nog niet zijn verwezenlijkt.

Als de onderneming reeds een website voor e-business bezit of als de onderneming reeds een premie genaamd « cartes de visites d'entreprises » toegekend door het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waal exportagentschap) voor de verwezenlijking van multimedia informatiedragers (Internet) of een premie krachtens de besluiten van de Waalse Regering van 15 oktober 1998, 20 juli 2000 en 15 februari 2001 tot verlening van een premie aan ondernemingen die een elektronische-handelsplatform creëren of ontwikkelen, gekregen heeft, moet het voor de toekenning van de premie ingediende project de website wijzigen en een meerwaarde geven in een mate die door de Minister als significant wordt geacht.

**Art. 7.** Als de website voor e-business de on line-verkoop aan de consumenten mogelijk maakt, dient hij het gehele Belgische positieve recht na te leven en volgende te bevatten :

- 1° een presentatie van de onderneming en de algemene verkoopvoorwaarden;
- 2° de lijst met de producten en diensten die op de website te koop worden aangeboden, met bijbehorende tarieven;
- 3° de mogelijkheid om met de onderneming te communiceren via e-mail, alsmede een elektronisch bestellingsformulier met ontvangstbewijs;
- 4° een nauwkeurige omschrijving van het betaalsysteem, alsmede van de leveringswijze en -termijnen;
- 5° een vermelding dat de website de wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens, de informatieverlening aan en de bescherming van de consument naleeft;
- 6° de aanwijzing van de bevoegde rechtsinstantie in geval van een betwisting;
- 7° een on line-facturatiesysteem;
- 8° een beveiligde elektronische betaalwijze waarvan de keuze de onderneming vrijstaat;
- 9° een versie in minstens twee verschillende talen.

**Art. 8.** Als de website voor e-business de on line-verkoop aan andere bedrijfseenheden mogelijk maakt, dient hij het gehele Belgische positieve recht na te leven en volgende te bevatten :

- 1° een presentatie van de onderneming en de algemene verkoopvoorwaarden;
- 2° de lijst met de producten en diensten die op de website te koop worden aangeboden aan de als klant ingelogde bedrijfseenheid, met de tarieven ervan naar gelang van bedoelde onderneming;
- 3° de mogelijkheid om met de onderneming te communiceren via e-mail, alsmede een elektronisch bestellingsformulier dat voor de als klant geldende bedrijfseenheid toegankelijk is via een eigen gebruikersidentificatie en een eigen paswoord en een systeem voor het beheer van de gebruikersidentificaties;
- 4° een nauwkeurige omschrijving van de betaal- en leversystemen;
- 5° de aanwijzing van de bevoegde rechtsinstantie in geval van een betwisting;
- 6° een on line-facturatiesysteem;
- 7° een beveiligde elektronische betaalwijze waarvan de keuze de onderneming vrijstaat;
- 8° een versie in minstens twee verschillende talen.

**Art. 9.** Als de website voor e-business in diens projectfase het medelen of delen van informatie of informaticatoepassingen met andere bedrijfseenheden mogelijk maakt met het oog op de vergemakkelijking en/of de verhoging van hun bedrijfsactiviteiten, dient hij het gehele Belgische positieve recht na te leven en volgende te bevatten :

- 1° een presentatie van de onderneming en de algemene verkoopvoorwaarden;
- 2° een uitputtende opsomming van het type informatie of informaticatoepassingen die medegegeeld dan wel gedeeld kunnen worden door de bedrijfseenheden die toegang tot de website hebben en die een significant aandeel in de omzet van de onderneming zullen hebben;
- 3° de maatregelen waarmee de integriteit wordt gewaarborgd van de informatie die meegegeeld, en van de informaticatoepassingen die gedeeld worden, zowel tijdens de bewaring als tijdens de mededeling ervan;
- 4° de bevoegde rechtsinstantie in geval van een betwisting.

**Art. 10.** De premie kan de kosten dekken voor het hosten van de website voor een maximumduur van één jaar, de kosten verbonden aan de gebruikte communicatietechniek uitgesloten.

**Art. 11.** Wat betreft de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnancering van de uitgaven met betrekking tot de premie, wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest. Bij diens afwezigheid of verhindering wordt de hem verleende delegatie tijdens de duur van bedoelde afwezigheid of verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal of aan de directeur van de betrokken Directie.

**Art. 12.** Het decreet treedt in werking de dag van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 13.** De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA



F. 2002 — 3828

[C — 2002/28025]

**19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 septembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.976/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a la recherche et les technologies nouvelles dans ses attributions;

3° l'Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

4° l'entreprise : l'entité économique telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret;

5° le Rentic : le responsable d'un projet d'intégration de l'e-business dans une entreprise;

6° la prime : l'aide octroyée aux entreprises qui ont recours aux services d'un Rentic.

**Art. 2.** En vue de bénéficier de la prime, l'entreprise introduit une demande auprès de l'Administration.

La demande est effectuée par courrier selon le modèle établi par le Ministre. Elle contient :

1° une copie des statuts de l'entreprise;

2° un dossier exposant le projet pour lequel elle souhaite avoir recours aux services d'un Rentic et qui reprend :

a) le contenu et les caractéristiques du projet;

b) les objectifs poursuivis par l'entreprise en vue de l'intégration de l'e-business dans son fonctionnement;

c) les moyens envisagés pour la prise en charge des impacts techniques et organisationnels ainsi pour l'adaptation des ressources humaines découlant du projet;

d) la vision stratégique de l'entreprise quant à son positionnement à la suite de l'implantation effective du projet;

e) les éventuels moyens de promotion du projet;

3° le montant prévu pour la rémunération du Rentic et le temps estimé pour la bonne réalisation du projet;

4° l'identité du Rentic;

5° une liste des aides de minimis accordées à l'entreprise dans la période de trois ans précédant le dépôt de la demande ou susceptibles d'être accordées à la date de la décision d'octroi de la prime;

6° à défaut de la liste visée au 5°, une déclaration de l'entreprise certifiant qu'elle n'a pas bénéficié d'aides de minimis et ce, durant la période de trois ans précédant le dépôt de demande, et qu'elle n'est pas susceptible d'en bénéficier à la date de la décision d'octroi de la prime;

7° les pièces attestant que l'entreprise répond aux critères visés par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret;

8° les documents apportant la preuve que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'introduction de la demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les cinq jours ouvrables et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent à l'Administration chargé de l'instruction du projet.

§ 2. L'Administration procède, pour tout projet reçu, à une évaluation portant sur l'opportunité et la faisabilité du projet pour lequel l'entreprise souhaite avoir recours aux services d'un Rentic par rapport à la situation et aux besoins de l'entreprise, la définition de la mission du Rentic, le délai nécessaire à la réalisation du projet, le réalisme des ressources caractères raisonnables des moyens prévus par l'entreprise (...). pour la réalisation du projet et la réunion des conditions d'octroi.

L'Administration se fait assister par un expert externe appartenant au secteur concerné. L'expert est choisi sur une liste d'experts établie et mise à jour par le Ministre.